

Notices des auteurs et résumés

Hélène Cazes

La danse de la tradition : la mémoire littéraire comme fondation et liberté

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Nourrie en France (ENS Paris, Universités Paris-Sorbonne et Paris-Ouest) jusqu'à sa venue au Canada en 1995, Hélène Cazes est agrégée de Lettres Classiques et Docteur ès Lettres. Elle enseigne le français et les "humanités" à l'Université de Victoria depuis 2001. Elle s'intéresse à l'humanisme et tente, en des domaines aussi variés que l'histoire du livre, l'histoire de la médecine, l'étude des discours sur l'amitié ou la bibliographie, de définir la tradition et ses passations. Dans le cadre du projet « Enfin Vésale vint », subventionné par le CRSH, elle travaille sur l'invention de l'histoire de la médecine et sur le statut iconique des planches anatomiques de Vésale.

Ses dernières publications portent sur la bibliographie (*Variétés bibliographiques (Renaissance et Réforme*, vol. 34, n° 3) et *Variations bibliographiques (@analyses* vol. 6, n° 2, 2011: <http://www.revue-analyses.org/>) ainsi que sur l'amitié humaniste (*Bonaventura Vulcanius, Works and Networks* (dir.), Leiden, Brill, 2010, et, en codirection, *Facebook in the 16th century* (Bibliothèque universitaire de Leyde). Pour plus de renseignements, consulter www.helenecazes.info

RÉSUMÉ ■ Voie de transmission de savoirs qui n'ont pas d'application immédiate, ou immédiatement perceptible, dans la société d'aujourd'hui, les études classiques et, plus généralement littéraires, sont donc accusées comme l'agneau de la dernière pluie par le loup de la productivité. À quoi servirait de lire des œuvres écrites en des sociétés et des temps distants, qui ne sauraient transmettre quelque information utile? Et d'apprendre des langues

dites mortes, qui ne sauraient être justifiées par des contacts commerciaux ou diplomatiques? À quoi servirait de composer de belles dissertations lorsque les travailleurs du futur n'auront besoin que de « twitter »? Mais justement, les études classiques offrent des informations non utiles, en des langues non négociables sur le marché de l'emploi, sous des formes non reproductibles dans la vie quotidienne: elles sont une activité intellectuelle qui est sa propre fin. Et justement, encore, elles ouvrent ainsi un espace de mémoire, de conscience et de liberté.

Hélène Charron

D'une perspective sociologique à une conception fragmentée de la société

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Chercheure associée à la Chaire Claire-Bonenfant – femmes, savoirs et sociétés, et chargée de cours à l'Université Laval, Hélène Charron est détentrice d'un doctorat en sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales et de l'Université de Montréal, et d'un post-doctorat réalisé au Centre interuniversitaire d'études québécoises à l'Université Laval. Ses recherches portent sur les rapports sociaux de sexe dans les espaces intellectuels, le processus de constitution de la légitimité des savoirs et la sociologie historique des sciences sociales françaises et québécoises. Elle a notamment publié *La sociologie entre nature et culture: genre et évolution sociale dans L'Année sociologique, 1896-1914*, aux Presses de l'Université Laval, en 2001.

RÉSUMÉ ■ Depuis la publication du Rapport Parent, les écrits officiels sur l'éducation québécoise ont progressivement évacué toute lecture sociologique des enjeux éducatifs pour privilégier une conception de l'école composée d'individus-élèves détachés les uns des autres, en processus de construction de « compétences » individuelles nécessaires dans un monde perçu comme déstructuré et instable. Cette tension, dans la conception de la culture commune, entre une culture vue comme patrimoine ou une culture vue comme vecteur de compétences formelles permettant aux individus de se créer une culture commune, se transforme simultanément à l'émergence d'un décalage toujours plus grand entre les discours des experts de la forme – pédagogique – et celui des autres acteurs politiques en éducation, ainsi que de l'évacuation des expertises disciplinaires considérées comme secondaires

face aux exigences formelles de construction des « compétences » individuelles.

Marc Chevrier

La *multiversité* est-elle l'avenir de l'enseignement supérieur ?

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Après une carrière dans la fonction publique québécoise, Marc Chevrier est devenu en 2002 professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Juriste passé à l'étude du fait politique, il y enseigne les régimes et les idées politiques. Ses travaux ont traité du fédéralisme comparé, des politiques linguistiques au Québec et au Canada, de l'analyse politique du droit, de la théorie et de la pratique du gouvernement représentatif. Depuis 2008, il travaille au sein du Groupe d'étude sur la modernité anthropologique et politique (GÉMAP) sur la théorisation de la démocratie en tant que régime au regard de la pensée politique française contemporaine. L'auteur a dirigé ou codirigé de nombreux ouvrages collectifs, tels *La France depuis de Gaulle* (PUM, 2010), *Par-delà l'école-machine* (Multi-mondes, 2010) et *Voyage dans l'autre de la modernité*, (Fides, 2011). À titre personnel, il a publié *Le temps de l'Homme fini* (Boréal, 2005) et *La République québécoise* (Boréal, 2012). Un article qu'il a publié dans la revue *Queen's Law Journal* de l'Université Queen's a reçu en 2011 le prix David Watson Memorial soulignant la contribution la plus significative à l'avancement de la discipline juridique. L'auteur a aussi publié de nombreux essais et articles dans les revues *Argument* et *L'Inconvénient*, ainsi que dans l'encyclopédie en ligne de L'Agora (agora.qc.ca).

RÉSUMÉ ■ Il s'agit par la présente d'explorer en quoi la crise de la culture et de l'éducation tient pour une bonne part de la crise de l'université contemporaine. Si l'université a joué longtemps le rôle de conservatoire de la culture, ce rôle a cessé progressivement d'aller de soi, au gré des mutations que l'université a enregistrées depuis les années 1960. L'idée qui permet de capter cette évolution est le concept de la multiversité, lancé par le recteur Clark Kerr de Berkeley au début des années 1960. Kerr entrevoyait une université nouvelle, rompant avec l'idéal classique du cardinal Newman, qui soit dédiée à la recherche industrielle subventionnée et fonctionnant comme une agence de moyens répondant aux besoins d'une clientèle étudiante éclatée, sans souci d'unité épistémique

ou éthique. Dans un premier temps, j'expliquerai le sens du concept de multiversité en revisitant *La condition post-moderne* de Lyotard et la critique de Michel Freitag de l'université contemporaine. Dans un deuxième temps, j'étudierai les contradictions internes à l'université en m'appuyant sur le débat sur l'université qui a suivi Mai 1968. Ma conclusion est que la multiversité est en effet devenue le modèle dominant de l'université aujourd'hui ; seulement, elle alimente, par sa nature même, la fragilité de la transmission culturelle, devenue problématique en son sein même.

Carol Collier et Rachel Haliburton

Les paradoxes de l'instrumentalité : la philosophie peut-elle survivre à son utilité ?

NOTICES BIOGRAPHIQUES ■ **Carol Collier** est professeure agrégée de philosophie à l'Université de Sudbury, où elle se spécialise en philosophie moderne et en éthique biomédicale. Elle a notamment publié *Bioethics in Canada: A Philosophical Introduction*, Toronto, Canadian Scholars Press, 2011 (avec Rachel Haliburton) et « Technology and the Body: An Old or a New Anthropology », dans Chantal Beauvais et coll., *Technology and the Changing Face of Humanity*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2010. Son prochain livre, *Recovering the Body: A Philosophical Story*, paraîtra aux Presses de l'Université d'Ottawa en 2012.

Rachel Haliburton est professeure agrégée de philosophie à l'Université de Sudbury, où elle se spécialise en philosophie morale et en éthique biomédicale. Elle a notamment publié *Bioethics in Canada: A Philosophical Introduction*, Toronto, Canadian Scholars Press, 2011 (avec Carol Collier) et elle travaille actuellement à son prochain livre *The Situated Self: A Critique of Bioethics*, à paraître chez Lexington Press.

RÉSUMÉ ■ Notre article se penche sur la tendance récente à l'instrumentalisation de la philosophie, à savoir le rejet de l'étude de la philosophie en tant que fin en soi au profit d'une accentuation de son utilité en tant que moyen d'atteindre une fin, comme l'admission aux études en droit ou en administration publique. Nous nous interrogeons sur le sens à donner à cette tendance en lien avec les valeurs et les engagements traditionnels des philosophes à l'égard de leur discipline, et nous soulignons un certain nombre de paradoxes qui découlent de cet accent placé sur les

biens extrinsèques, plutôt qu'intrinsèques, de la philosophie. Nous maintenons qu'en instrumentalisant la philosophie, on passe à côté de son apport essentiel et on lui enlève du même souffle toute pertinence.

David D'Arisso

Survol statistique du territoire scolaire québécois

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ David D'Arisso est chargé d'enseignement au Département d'administration et de fondements de l'éducation de l'Université de Montréal, où il complète une thèse de doctorat sur l'évolution de la formation universitaire destinée aux directions d'établissement scolaire. Ses travaux antérieurs, publiés avec Claude Lessard, portent sur le phénomène de convergence dans les politiques éducatives au Canada et sur les « emprunts » dans les politiques de formation des maîtres au Québec.

RÉSUMÉ ■ Les Québécois peuvent compter sur un système éducatif dont ils n'ont pas à rougir face au monde, mais qui n'est pas sans présenter quelques zones d'ombre. Ainsi, tant au plan du financement, de l'accès et de l'obtention des diplômes, les indicateurs les plus récents montrent que le Québec se compare plutôt avantageusement aux autres provinces canadiennes et aux pays de l'OCDE. Cependant, les écarts observés dans l'accès et la diplomation entre les hommes et les femmes sont importants à presque tous les niveaux de formation, sauf les plus élevés. De plus, bien que le Québec présente des taux d'obtention de diplômes avantageux, notamment au secondaire et au collégial, cette diplomation se fait souvent tardivement et témoigne de parcours qui s'étirent trop souvent, ce qui n'est pas sans conséquence sur l'accès à l'université. Finalement, des vulnérabilités peuvent être observées parmi les élèves issus de l'immigration récente ou des communautés autochtones.

Kiyonobu Date

La crise de l'école au Japon : problématiques structurelles et statut du religieux

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Kiyonobu Date, né en 1975, est maître de conférences au Département d'études françaises de l'Université Sophia, à Tokyo. Parmi ses travaux : *Raishite, Dôtoku Shûkyôgaku*

(Keiso Shobo, 2010, version japonaise de sa thèse « L'histoire religieuse au miroir de la morale laïque au XIX^e siècle en France », soutenue à l'Université Lille 3 en 2007 et avec laquelle il a obtenu le prix Auguste Comte en 2008); « Les rapports entre la laïcisation et les avancées des droits de l'homme au Japon », *Croisements*, n° 1, 2011.

RÉSUMÉ ■ La crise actuelle de l'éducation au Japon se caractérise autant par la tendance générale du monde que par la particularité locale. Impliqué dans la vague néolibérale de mondialisation, l'ancien système pédagogique en vue d'une société industrielle est tombé en désuétude et le lieu de l'apprentissage est exposé à la logique du marché. La liquidation des coutumes incite le gouvernement et certains nationalistes à tenter de rétablir un autoritarisme parfois déraisonnable. La culture religieuse à la japonaise est à réinventer, non en favorisant un retour du shinto d'État, mais en promouvant la discussion pour créer ensemble la chose publique.

Daniel Frandji

Quel idéal de démocratisation ? Permanence, rupture et nouveautés dans les politiques d'éducation de masse en Europe

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Daniel Frandji, est maître de conférences en sociologie, en détachement à l'ENS de Lyon, dans le cadre de l'Institut français de l'éducation (IFE), et de l'Unité mixte de recherche-CNRS Triangle. Ses travaux s'inscrivent dans le champ de la sociologie de l'éducation et de la connaissance. Il travaille actuellement sur les transformations de l'institution scolaire et des politiques publiques de l'éducation.

Il a notamment été le coordinateur scientifique de l'étude comparative EuroPEP, cofinancée par la Commission européenne et visant à comparer les politiques d'éducation prioritaire dans huit pays européens. Il a récemment codirigé les ouvrages suivants : avec M. Demeuse, D. Greger et J.-Y. Rochex, *Les politiques d'éducation prioritaire en Europe. Tome 2. Quel devenir pour l'égalité scolaire ?* ENS éditions, 2011 ; et avec P. Vitale, *Knowledge, Pedagogy and Society. International Perspectives around Basil Bernstein's Sociology of Education*, Taylor & Francis, Routledge, Theory of Education, 2010 (publication en anglais d'une version révisée de l'ouvrage, D. Frandji et P. Vitale (dir.) *Actualité de Basil Bernstein. Savoir, pédagogie et société*, Rennes, PUR, 2008).

RÉSUMÉ ■ Cet article examine le rapport de continuité et de rupture entre ce qui s'énonce comme de « nouvelles politiques d'éducation » et certaines caractéristiques de celles qui les ont immédiatement précédées et mises en œuvre dès les années 1960, dans le contexte européen. Elle s'appuie pour ce faire sur les résultats d'une étude comparative à la fois diachronique et synchronique des politiques d'éducation prioritaires dans huit pays européens. On relève désormais les risques que pose l'émergence d'une école conçue comme une organisation fragmentée, pensée comme plus adaptée à ce qui serait une « diversité » de publics dont il s'agirait simplement de maximiser les « potentiels » ou autres « talents individuels ». Mais celle-ci n'est pas sans rapport avec la constitution d'un système scolaire de masse socialement sélectif constamment légitimé par l'idéal de l'égalité des chances méritocratiques, et par une lecture individualiste et essentialiste des difficultés et de la réussite scolaires qui détournent le regard des enjeux de refondation de la culture scolaire et de ses modes de transmission.

Marcel Goulet

L'éducation en l'absence de l'homme

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Marcel Goulet a enseigné la philosophie pendant 15 ans avant d'obtenir, en 1992, un doctorat en études françaises, avec une thèse sur les figures du lecteur chez Montaigne. Depuis 1993, il est professeur de littérature et de français au collège Édouard-Montpetit. Depuis 2000, il donne le séminaire « Former des lecteurs » au Département des littératures de langue française de l'Université de Montréal. Il est également chercheur, rattaché au Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises (CRILCQ). Depuis 2009, il participe, avec Olivier Dezutter, Lise Maisonneuve et Julie Babin, à une recherche sur l'enseignement des œuvres complètes dans les cours de littérature au niveau collégial au Québec. En 2011, il a fondé le Laboratoire intercollégial de recherche sur l'enseignement de la littérature (LIREL).

Quelques publications et communications : « Textes singuliers et texte commun » (dans *Le texte du lecteur*, 2011) ; « Lecture littéraire et construction de l'imaginaire » (dans *Formation des lecteurs. Formation de l'imaginaire*, 2008) ; « La disparition du lecteur ou le

paradigme perdu : la lecture littéraire » (2001) ; « L'enseignement de la littérature au collégial et la technicisation de la lecture littéraire » (2000) ; « Montaigne : un regard mathématique sur la mort » (1996) ; « La lecture des œuvres patrimoniales dans les collèges du Québec » (en collaboration avec Olivier Dezutter, Lise Maison-neuve et Julie Babin, 2012) ; « L'usage de la littérature. Du récit de voyage au récit de lecture » (2007) ; « Montaigne : l'essai comme art de lire » (1995).

RÉSUMÉ ■ L'auteur trace un portrait critique de l'enseignement de la littérature tel qu'il se pratique dans les collèges du Québec depuis la réforme de 1994, réforme qui a subordonné cet enseignement à l'approche par compétences et à une pédagogie procédurale. Il analyse les apprentissages que l'on y propose de la lecture littéraire, de l'écriture et de la langue, et examine la question de la transmission de la culture. Il porte un jugement sévère sur cette subordination, mettant en lumière les dérives – vers le formalisme, le technicisme, le légalisme et le dogmatisme – dont elle est porteuse. Il propose de réenchanter l'enseignement de la littérature au collège, de lui redonner humanité et transcendance, en lui assignant pour finalité la formation de sujets épistémiques, éthiques, politiques et, surtout, esthétiques et culturels.

Alain Kerlan

Fernand Dumont, une autre analyse de la crise. Pour une lecture critique des thèses de Hannah Arendt

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Alain Kerlan est philosophe, professeur des universités en sciences de l'éducation à l'Université Lyon 2, où il dirige l'Institut des sciences et des pratiques d'éducation et de formation (ISPEF). Son travail se situe aux carrefours de la philosophie et de la pédagogie, de l'art et de l'éducation, à la croisée de la sociologie et de la philosophie éducative. Membre du laboratoire Éducation, cultures et politiques, il y développe et dirige des travaux consacrés aux pratiques artistiques et culturelles, aux rencontres et aux intersections de l'art, des artistes et de l'école, et plus largement à la place croissante que prend la dimension esthétique dans la culture et les pratiques sociales contemporaines. Il est l'auteur ou le directeur de plusieurs ouvrages, dont notamment : *La science n'éduquera pas. Comte, Durkheim, le modèle introuvable*

(Peter Lang, 1998), *Philosophie pour l'éducation* (ESF, 2003), *L'art pour éduquer? La tentation esthétique* (Presses de l'Université Laval, 2004), *Des artistes à la maternelle*, Éditions du Scérén, 2005, *La photographie comme lien social* (Éditions du Scérén, 2008), *Paul Ricœur et la question éducative* (Presses de l'Université Laval, 2011, codirection Denis Simard), *Repenser l'enfance?* (Hermann, 2012, codirection Laurence Loeffel).

RÉSUMÉ ■ Le diagnostic d'une « crise de l'éducation » est peut-être bien le seul propos d'apparence consensuelle qui puisse être tenu aujourd'hui au sujet de l'éducation et de l'école contemporaines. Mais le consensus révèle bien vite son caractère essentiellement rhétorique, et se défait aussitôt qu'il s'agit de répondre précisément à cette question : de quoi la « crise de l'éducation » est-elle au juste la crise? La lecture « pédagogue » des choses de l'éducation, ou si l'on préfère la foi pédagogique qui anime ses tenants, a un temps dissimulé la nécessité de cette interrogation : la « crise » y était perçue comme la conséquence d'une pédagogie inappropriée, et donc susceptible d'un dépassement lui-même d'ordre pédagogique. La lecture politique elle-même, interprétation de la crise tantôt comme crise du « modèle républicain », tantôt du modèle de l'éducation libérale, tout à son combat pour la défense des modèles mis à mal, hésite à poser la question nécessaire dans toute son ampleur.

Hannah Arendt, dans son célèbre article de 1961, fut l'une des premières à penser la crise de l'éducation dans toute son envergure comme crise de la culture, et plus encore comme crise du monde moderne, crise inhérente à notre modernité. La postérité de cette analyse est aujourd'hui telle que les thèses de Hannah Arendt règnent en maître dans le champ des pensées de la crise. Pourtant, quelques années après l'article de Arendt, Fernand Dumont publiait *Le lieu de l'homme* et y développait une conception de la culture habitée tout à la fois de la conviction d'une crise de la culture et d'un souci éducatif lancinant. Là où Hannah Arendt opposait frontalement tradition et modernité, au point de faire de l'éducation, œuvre de transmission et d'héritage, une tâche devenue impossible dans un monde désormais voué aux seules valeurs du présent et de la nouveauté, Fernand Dumont proposait une analyse de la culture comme dualité, susceptible de projeter une lumière différente et plus nuancée sur la crise de l'éducation et de

la culture. Pour Dumont, la culture est un mouvement réflexif qui a toujours déjà commencé. La conséquence, pour une philosophie de l'éducation et de la culture, est d'importance. Le problème de l'entrée dans la culture, d'une pédagogie du « ré-enchantement » de la culture, est bien alors d'aller ressaisir ce mouvement dans la culture première pour le conduire jusqu'à la culture seconde, et de faire saisir dans la culture seconde la continuité de ce mouvement déjà là dans la culture première.

La contribution proposée ici au numéro des *Cahiers Fernand Dumont* consacré à « la crise de l'éducation » aura donc pour objet central l'étude comparative de ces deux analyses de la crise. Pourquoi les thèses d'Hannah Arendt se sont-elles si largement imposées, tandis que les analyses de Fernand Dumont demeurent trop méconnues ? En quoi ces dernières peuvent-elles permettre de rouvrir et de relancer une réflexion ouverte par Hannah Arendt mais que le succès même des thèses de l'auteure aura paradoxalement refermée ? Bref, n'y a-t-il pas chez Fernand Dumont de précieux éléments pour une lecture critique de Hannah Arendt ?

Marie-Andrée Lamontagne

Solécismes, barbarismes et autres oublis

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Marie-Andrée Lamontagne est écrivain, éditrice, journaliste et traductrice. Elle prépare actuellement une biographie de la romancière et poète Anne Hébert (à paraître aux éditions du Boréal). Elle est membre du comité de rédaction des revues *La Traductière* (Paris) et *Argument* (Montréal). Derniers ouvrages parus : *Montréal, la créative* (essai), éditions Autrement, coll. Mook, en coédition avec les éditions Hélio trope, 2011 ; *L'homme au traîneau* (roman), Leméac Éditeur, septembre 2012.

RÉSUMÉ ■ Au Québec, la littérature a disparu de l'école. On aura beau rétorquer qu'elle est encore enseignée dans les programmes de français, sa place n'en demeure pas moins considérablement réduite par rapport à ce qu'elle a été, mettons jusqu'au milieu du xx^e siècle. Par conséquent, aussi bien dire qu'elle a disparu. Pourquoi ? Sans doute aussi parce que la littérature a disparu de l'espace public. Cette situation, qui n'est pas propre au Québec, est particulièrement manifeste dans la société québécoise, qui paradoxalement (et heureusement) compte toujours son lot de lecteurs fervents. Cela étant, toute tentative de réintroduire la littérature

dans le cursus scolaire et d'en tirer tout le parti pédagogique qu'elle autorise se heurte à de la résistance. La littérature, son importance, la richesse des œuvres littéraires lorsqu'il s'agit d'assurer un socle de connaissances et de culture générale à l'ensemble des élèves, quelles que soient leurs origines ou leur formation, voilà autant d'éléments d'un langage devenu inintelligible, au premier chef au sein du ministère de l'Éducation. Écrivain, éditrice et journaliste, l'auteur de cet article a récemment conçu, rédigé dans certains cas et codirigé une série de manuels en Éthique et culture religieuse pour les six niveaux du primaire. Dans ces manuels parus aux éditions Fides en 2010, la littérature occupe délibérément une place de choix. C'est à partir de cette expérience qu'elle entend s'interroger sur les conséquences de la disparition de la littérature dans l'éducation québécoise.

Andrés Lema-Hincapié

L'enseignement critique des cultures : obstacles et avenues

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Andrés Lema-Hincapié est professeur de littératures et cultures ibéro-américaines au Département de langues modernes à l'Université du Colorado à Denver, où il enseigne et fait de la recherche sur les rapports entre, d'une part, la littérature ibéro-américaine et la philosophie occidentale, plus précisément le tissu philosophique de l'œuvre de Jorge Luis Borges, et, d'autre part, l'œuvre de Gabriel García Márquez et le cinéma. Son plus récent manuscrit, «Borges... ¿filósofo?», paraîtra sous peu à l'Instituto Caro y Cuervo (Bogotá, Colombie). Sa première thèse de doctorat, à l'Université d'Ottawa (1998), a été publiée sous le titre de *Kant y Biblia: Principios kantianos de hermenéutica bíblica* (Barcelone: Anthropos, 2006). Lema-Hincapié a publié presque une trentaine d'articles dans des revues savantes internationales, telles que *Ibero-Americana Praguensia*, *Revista de Occidente*, *Bulletin hispanique*, *Revista de Filosofía*, *Daimón*, *Contrastes*, *Praxis Filosófica*, *Al Margen* et *Ideas y Valores*. À présent, il édite deux livres: *Y persisten viviendo: Spanish-American Queer Cinema* et *Pedro Calderón de la Barca's La vida es sueño: Philosophical Examinations* (codirigé par Conxita Domènech). Avec Conrado Zuluaga Osorio, il a cofondé et codirigé *The García Márquez Project* à l'Université du Colorado à Denver.

RÉSUMÉ ■ Je présente ici quelques anecdotes puisées à même quelque vingt ans d'expérience comme professeur de philosophie, de littérature et de cinéma en Colombie et aux États-Unis. Ces anecdotes sont accompagnées de réflexions plus générales sur les diverses manières dont mes étudiants colombiens et américains font face aux défis de l'interprétation philosophique, littéraire et cinématographique. Mon intention était de leur montrer des contradictions souvent invisibles, et pourtant frappantes, à l'intérieur des cultures.

Danièle Letocha

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Danièle Letocha a enseigné la théorie politique et la philosophie de la culture à l'Université d'Ottawa entre 1981 et 2001. Elle a publié une soixantaine d'études critiques, de chapitres d'ouvrages, d'articles et d'essais, dans trois champs : 1. La philosophie de la Renaissance et l'émergence du sujet moderne ; 2. L'élaboration du modèle de la raison rhétorique pour saisir les premières théories de la culture avec leurs sources antiques ; 3. La théorie de la culture chez nos contemporains et la question du Québec. dletocha@uottawa.ca

Jacques-Yvan Morin

Une hausse qui freinera le développement du Québec

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Jacques-Yvan Morin, juriste et figure politique, formé aux Universités de Montréal et de Cambridge ainsi que McGill et Harvard, est né à Québec en 1931. Il enseigne le droit international public et le droit constitutionnel à l'Université de Montréal de 1958 à 1986, à l'exception des années 1973 à 1984, alors qu'il s'engage dans la vie politique comme membre du Parti québécois. Chef de l'opposition à l'Assemblée nationale de 1973 à 1976, il devient membre du gouvernement présidé par M. René Lévesque à titre de ministre de l'Éducation (1976-1981), puis du Développement culturel et scientifique (1981-1982), ainsi que des Affaires internationales (1982-1984) ; durant ces années, il occupe également le poste de vice-premier ministre. Au cours de ses années d'enseignement, il est invité à donner cours aux Universités de Paris, de Poitiers, de Lyon, de Nice, de Toulon, ainsi qu'à l'Université Senghor d'Alexandrie. Il a également enseigné à l'Académie de droit international de La Haye en 1995.

RÉSUMÉ ■ Ancien ministre de l'Éducation de 1976 à 1981, Jacques-Yvan Morin nous rappelle que l'accès aux études universitaires et collégiales, lors de la Révolution tranquille, était un projet collectif d'appropriation économique de tout le territoire québécois. La hausse prévue des droits de scolarité freinera en particulier le développement des régions québécoises et, par là, le développement tout entier du Québec.

Frédéric Parent

Jeunes, individualisme et nouvelles technologies. Lettre aux étudiants et collègues du collégial

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Professeur de sociologie au Cégep de Lévis-Lauzon, Frédéric Parent a soutenu en 2009 sa thèse de doctorat intitulée *Dieu, le capitalisme et le développement local. Conflits sociaux et enracinement territorial. Étude monographique d'un village québécois*. Il a codirigé en 2010 un numéro de la revue française *Les Études sociales* sur « Les sciences sociales au Québec : l'héritage leplaysien ». Il prépare actuellement un numéro spécial de *Recherches sociographiques* commémorant le 150^e anniversaire de naissance de Léon Gérin, premier sociologue canadien. Ses champs de recherche s'articulent autour des monographies sociales, du travail de terrain et de la sociologie de la connaissance.

RÉSUMÉ ■ L'« individualisme » n'est pas un phénomène récent, il préoccupait déjà les premiers sociologues de la fin du XIX^e siècle. Les discours idéologiques actuels inondent l'espace public de discours alarmistes sur l'individualisme exacerbé de notre époque, la crise économique renforçant leur bon jugement. L'« individualisme bourgeois » serait remplacé par l'individualisme des jeunes, alimenté notamment par l'usage généralisé des nouvelles technologies.

Dans cette brève critique, il sera question de remettre en cause cette évidence, de montrer qu'elle nuit à l'établissement d'une relation pédagogique nécessaire à la transmission des savoirs, et qu'elle alimente, pour ainsi dire, l'état de « crise ». Pour ce faire, nous distinguerons l'individualisme de l'individuation, et défendrons que l'enjeu fondamental se situe dans la reconnaissance des conditions sociales d'existence des enseignants et des étudiants. S'il y a une crise de l'individualité, celle-ci ne serait que la mesure ou l'expression d'une « crise » sociale généralisée ou, pour le dire autrement,

d'une fragilisation et d'une reconstruction des appartenances collectives qui renforcent inévitablement l'individualisme.

Hélène Pelletier-Baillargeon

Un peuple sans histoire

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Journaliste et essayiste, Hélène Pelletier-Baillargeon a poursuivi ses études littéraires à l'Université de Montréal, puis à l'École des hautes études et à la Sorbonne de Paris. De retour au Québec, elle rejoint l'équipe de rédaction de la revue *Maintenant*, dont elle deviendra directrice de 1972 à 1974. Elle collabore ensuite à plusieurs revues et journaux et devient membre de divers organismes et conseils d'administration à vocation culturelle et religieuse. Comme auteure, elle a publié divers essais, dont deux biographies: *Marie Gérin-Lajoie*, en 1985, et *Olivar Asselin et son temps*, en trois tomes publiés en 1996, 2002 et 2010.

RÉSUMÉ ■ Depuis six ans, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer les graves lacunes et amputations subies par l'enseignement de notre histoire nationale et politique. La Coalition pour l'enseignement de l'histoire, regroupant les diverses associations de professeurs d'histoire, a récemment publié une vaste enquête dénonçant ces importantes dérives: effacement de l'histoire chronologique au profit de l'approche thématique chère aux sciences sociales, quasi-disparition des grands événements de l'histoire politique, dilution de l'histoire dans le cours «L'éducation à la citoyenneté», appauvrissement de la formation des maîtres par la surenchère de la didactique au détriment du savoir disciplinaire, suppression des «connaissances» au profit des «compétences» propres à l'approche socioconstructiviste de la Réforme, etc. D'importantes recommandations accompagnent cette ravageuse enquête.

Daniel Poitras

Des moyens et des fins. Fernand Dumont et le printemps érable

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Complétant sa thèse de doctorat sur Fernand Dumont, Michel de Certeau et François Furet à l'Université de Montréal et à l'École des hautes études en sciences

sociales, Daniel Poitras étudie les liens entre l'expérience du temps des contemporains et leurs pratiques scientifiques au xx^e siècle en France et au Québec.

RÉSUMÉ ■ Au début des années 1970, Fernand Dumont constate amèrement le détournement de la Révolution tranquille au profit de forces anonymes et de logiques soi-disant implacables. Face à cette confiscation des fins collectives, Dumont cherche comment et à partir de quels symboles, de quels lieux et de quelles expériences pourrait se faire entendre *autre chose* en vue d'une *autre société*. Le cégep et l'université lui apparaissent déterminants dans ce processus : se feront-ils les gramophones du Marché ou conserveront-ils leur marge de manœuvre ? En retraçant l'expérience du temps propre à Dumont à cette époque, nous aborderons aussi la nôtre, esquissant comment le printemps érable a potentialisé une lecture historique du passé, et quelles coordonnées – à travers Dumont – nous y cherchons, contribuant par là à éclairer la mystérieuse parenté entre le tournant de 2010 et celui, critique et utopiste, de 1970.

Julien Prud'homme

L'école, le débat, l'expert... De Fernand Dumont à l'enseignement de l'histoire nationale

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Julien Prud'homme est spécialisé dans l'histoire des professions de la santé au Québec depuis 1940. Il travaille aussi sur la réforme des programmes d'histoire, sur les phénomènes associés à la médicalisation et à la transformation des marchés de la santé, ainsi que sur l'historiographie de la Révolution tranquille.

RÉSUMÉ ■ Du dialogue qu'a tissé Fernand Dumont entre l'épistémologie des sciences humaines et la sociologie de la culture, on peut tirer le sens très clair d'une morale publique qui regarde à la fois la construction des normes et la délibération commune. En revenant sur le débat relatif à la réforme des programmes d'histoire au secondaire, on pourra apprécier l'actualité d'un regard dumontien dont les racines remontent aux textes fondateurs des années 1960 et 1970. Après un bref retour sur le rôle de l'école, de l'histoire et du débat public dans la formation d'une « société globale » au sens où l'entendait Fernand Dumont, nous relèverons la rupture

qu'entraîne la dernière réforme scolaire ainsi que les apories qui parsèment le discours « expert » de ses promoteurs. On pourra dès lors méditer la contribution du Dumont épistémologue et sociologue à l'énonciation d'une morale publique conséquente.

Émile Robichaud

Quand on oublie la mystérieuse alchimie de l'âme humaine...

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Émile Robichaud a enseigné aux niveaux primaire, secondaire et universitaire. Il a dirigé, entre autres, l'école secondaire Louis-Riel, de Montréal, dont on a dit qu'elle était *l'école privée du secteur public*. Directeur de l'Institut Marie-Guyart, il a aussi siégé au Conseil supérieur de l'éducation.

RÉSUMÉ ■ Un problème d'accessibilité est devenu un enjeu idéologique. L'idéologie égalitaire a tué l'idée d'égalité. Au moment d'ouvrir l'école à tout le monde, on a décidé de la fermer à la culture!

L'essentielle démocratisation exigeait que tous les jeunes Québécois aient accès à l'école, mais pas tous au même type d'école. Il fallait offrir, à tous les jeunes qui avaient le talent pour y accéder, la culture humaniste jusque-là réservée à un petit nombre, non pas par élitisme, mais à cause des conditions sociales et économiques de l'époque.

Les écoles professionnelles (écoles de métiers, écoles techniques, écoles d'agriculture) fonctionnaient bien : il fallait les rendre accessibles à un plus grand nombre d'élèves. Mais « l'idéologie est le tombeau de l'idée » (Gustave Thibon). L'idéologie égalitaire aura été le tombeau de l'idée d'accessibilité. Il fallait que tous les élèves se retrouvent dans la même école et, qui plus est, dans la même classe : le classement des élèves par capacité d'apprentissage ne reproduisait-il pas *la lutte des classes*, les élèves des classes *enrichies* étant, bien sûr, les *dominants*, et les élèves des classes plus faibles, les *dominés*?

L'obsession des *collèges classiques* et de leur formation humaniste nous aura aussi valu, en réaction, l'ère des *compétences*, transversales et autres. Pourquoi tous ces *savoirs* inutiles et si vite oubliés? Soyons *pratiques* : plutôt que sur les connaissances, mettons plutôt l'accent sur les compétences. Et cela vaut, aussi, pour la formation des futurs enseignants : la formation disciplinaire passe au second

plan, l'essentiel étant, bien sûr, l'acquisition de compétences didactiques et pédagogiques.

Pourtant, les pédagogues dignes de ce nom affirment, depuis Platon, que l'intelligence de l'enfant n'est pas un vase qu'on remplit, mais un feu qu'on allume. Un feu qu'il faut aussi alimenter de connaissances sous peine de le voir s'éteindre. Pour notre plus grand malheur, des apprentis sorciers ont décrété la mise au banc des connaissances. Inutiles parce qu'oubliées, toutes les connaissances acquises? Pourtant, « *les savoirs oubliés* sont passés en nous en éveillant certaines émotions: la voie reste ouverte pour toujours à des réactions de même type, affectives ou morales» (Jacqueline de Romilly). Mystérieuse alchimie de l'âme humaine...

Guy Rocher

Confessionnalité et laïcité : vers une école commune, laïque et nationale

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Guy Rocher est l'auteur seul ou en collaboration, de plus d'une vingtaine d'ouvrages, parmi lesquels *l'Introduction à la sociologie générale* (traduite en plusieurs langues); *Talcott Parsons et la sociologie américaine* (traduite en plusieurs langues); *Entre les rêves et l'histoire* (entretiens autobiographiques); *Étude de sociologie du droit et de l'éthique*; *La légitimité de l'État et du droit*; *Autour de Max Weber*; *Les réformes en santé et en justice*; *Entretiens*, en collaboration avec François Rocher.

RÉSUMÉ ■ Une dimension en profondeur de la « crise de l'éducation » au Québec se révèle dans la double mutation culturelle qu'a connue et connaît encore le système d'éducation. Tout d'abord, sa déconfessionnalisation a été un fait majeur de l'histoire moderne du Québec et sa laïcité est encore à compléter. Et puis, la mission nationale de l'école demande urgemment à être repensée et redéfinie, dans le contexte d'aujourd'hui et de demain. Cette double mutation puise ses racines dans les débuts de la Révolution tranquille, théâtre de certains événements singuliers, qui annonçaient ce qu'elle allait être et ses suites.

Paul Sabourin**Nos universités à l'ère de la standardisation économique.
Aux racines gestionnaires de la « crise » de l'enseignement
supérieur**

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Paul Sabourin est professeur au Département de sociologie de l'Université de Montréal. Ses travaux s'inscrivent dans les domaines de la sociologie de l'économie, de la méthodologie qualitative et de l'épistémologie sociologique. Il a publié des recherches sur le phénomène de la pauvreté au Québec, sur la fragmentation des économies nationales et les nouvelles idéologies économiques du développement durable et de la décroissance soutenable.

RÉSUMÉ ■ Cet article propose une analyse de la financiarisation des universités et de la politique de la connaissance qu'elle suppose. Trois facettes de cette financiarisation sont étudiées : la rhétorique du sous-financement, la tentative d'inculcation de la soumission à l'économie par l'endettement, la quantification des qualités des savoirs universitaires ou comment résoudre la quadrature du cercle. Cette analyse met en évidence les racines de cette vision qui a émergé dans les départements de sciences économiques et les écoles de gestion, vision qui est en voie, si ce n'est pas déjà fait en grande partie, de détruire l'écologie sociale des formes de connaissance assurant la valeur intellectuelle des communautés universitaires au Québec.

Jean-Claude Simard**Éducation scientifique et science 2.0**

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Jean-Claude Simard est un professeur retraité de philosophie (Collège de Rimouski). Il enseigne l'histoire des sciences et des techniques à l'Université du Québec à Rimouski. Ayant contribué à une dizaine d'ouvrages collectifs, il est l'auteur de *L'apprentissage de la liberté : quatre décennies d'expérimentation philosophique au collégial* (PUL). Ses recherches portent surtout sur l'épistémologie, la philosophie québécoise et la culture scientifique. Il s'intéresse à l'œuvre de Fernand Dumont parce que c'est l'un des très rares penseurs québécois qui a su marier de manière organique ces trois champs de recherche.

RÉSUMÉ ■ L'on observe, depuis vingt ans, une baisse continue des inscriptions en sciences de la nature ; l'éducation scientifique est en crise. Si l'on veut lutter contre cette tendance, il faut dépasser la mentalité positiviste et développer une authentique culture scientifique. À cette fin, Fernand Dumont a proposé un outil précieux : l'épistémologie du déplacement, qui permet de débusquer les valeurs cachées derrière les pratiques apparemment objectives des sciences de l'homme. Nous étendons l'analyse aux sciences de la nature, grâce au concept habermassien des intérêts de connaissance. Enfin, nous complétons le tout par l'anthropologie des sciences de Michel Serres, afin d'en arriver à une science 2.0, ouverte, citoyenne et arrimée à une culture scientifique véritable.

Jean-Jacques Wunenburger

L'école sur écran : promesses et dérives des nouvelles technologies éducatives

NOTICE BIOGRAPHIQUE ■ Jean-Jacques Wunenburger, professeur de philosophie à l'université Jean Moulin Lyon 3. Ancien doyen de la faculté et ancien directeur de l'Institut de recherches philosophiques de Lyon. Auteur de nombreux ouvrages sur la rationalité et l'imaginaire dans les champs de la philosophie et de la culture. A publié *L'homme à l'âge de la télévision*, Presses universitaires de France, 2000 ; et, récemment, *Gaston Bachelard, poétique des images*, Mimesis 2012.

RÉSUMÉ ■ L'école, dans tous ses cycles, connaît une mutation technologique de sa pédagogie en grande partie du fait de l'intégration des nouvelles technologies d'information et de communication, jusque dans les apprentissages fondamentaux. L'écran pénètre les salles de classe, modifiant l'enseignant, l'enseigné et même l'enseignement. Ces changements se justifient souvent par des objectifs variés, utiliser les nouvelles ressources d'Internet, du DVD, de la télévision, adapter l'élève au monde technologique et à son environnement, compléter ou remplacer la culture abstraite par les ressources de l'audiovisuel. À terme, certains voient à l'avenir la technologie numérique révolutionner l'école, voire la remplacer en partie. Sommes-nous donc acteurs ou témoins d'une révolution pédagogique conforme aux finalités de l'école, ou parfois les fossoyeurs d'une école qui se confond de plus en plus

avec les écrans, les mondes virtuels, la culture du divertissement, le zapping, les réseaux sociaux ?

Longtemps le débat sur l'école se posait en termes binaires : l'école comme lieu d'instruction fermé, préparant l'esprit aux savoirs les plus exigeants loin de la société ambiante, ou l'école comme lieu d'éducation et de vie adaptant à la société moderne, économique, technique et scientifique. Dans le premier cas, l'école se coupe de la société, dans le second elle s'y fonde. Le développement exponentiel des nouvelles technologies de l'information et de la communication menace sans aucun doute la politique et l'éthique de l'école, du fait des dérives émotionnelles et cognitives suscitées par la médiation des écrans et des conduites qui leur sont attachées. Le bilan des effets de la culture télévisuelle sur la totalité de la sphère de l'existence contemporaine plaide à coup sûr pour un moratoire, voire pour un appel urgent à la vigilance.

Pourtant faut-il en revenir à l'école ancienne, hostile aux images et aux techniques autres que livresques ? Faut-il condamner absolument les techniques audiovisuelles et numériques ? Dans quelle mesure peuvent-elles être compatibles avec une culture complète, à la fois scientifique et poétique, du cerveau gauche et du cerveau droit ? Images, imagerie et imaginaire peuvent-ils, doivent-ils être pris en compte par l'école plus que par le passé ? Dans ce cas, quelles médiations, quelles technologies sont-elles vraiment compatibles avec elles ? On peut espérer que la légitime mise en accusation, le procès même, des écrans va devenir l'occasion d'un débat fondamental et d'une réflexion salutaire sur les formes à venir d'une école qui soit vraiment à la hauteur de la crise de la culture au XXI^e siècle.